



# Stella Dupont

Bilan de mandat  
**2023-2024**

**Députée**

*2<sup>e</sup> circonscription de Maine-et-Loire*

# Stella Dupont

Députée de la 2<sup>e</sup> circonscription de Maine-et-Loire depuis 2017.



Dans ce contexte, certaines avancées nous rappellent que notre action paye : baisse de nos émissions carbone, revitalisation industrielle de nos territoires, taux de chômage historiquement bas, baisse de l'inflation, inscription de l'IVG dans la Constitution... Malgré un contexte anxiogène, collectivement - associations, entreprises, services publics, État, élus, citoyens - nous faisons face et agissons pour faire évoluer le quotidien des Français.

**U**ne nouvelle année vient de s'écouler. Le monde est secoué par des guerres et des crises qui se font ressentir jusque dans notre pays. La crise de l'énergie ou les tensions sur certaines matières premières telles que les produits agricoles en sont l'illustration.

Deux ans après ma réélection à l'Assemblée nationale, beaucoup a été fait dans ce contexte complexe. Avec toujours une majorité relative à l'Assemblée nationale, notre responsabilité est forte pour trouver les réponses les plus adaptées, dans une logique de compromis permanent, permettant l'intégration des contraintes multiples qui s'imposent à nous. Ce travail exigeant nécessite une implication totale. J'y apporte ma contribution tant à l'Assemblée, que sur le terrain, à votre écoute.

Dans les toutes prochaines semaines, je serai notamment impliquée sur les finances de l'Etat et particulièrement engagée pour proposer des solutions de financement à la perte d'autonomie, en soutien des établissements et associations de la circonscription. Les lois relatives à l'agriculture ainsi qu'à la fin de vie feront aussi l'actualité du Parlement. Elles pourront concrètement aboutir après un débat parlementaire qui sera, je n'en doute pas, riche et passionné. Localement, la question du centre pénitentiaire ou celui de l'eau continueront à me mobiliser.

Depuis 2017, je suis pleinement engagée à vos côtés pour porter ces projets qui sont les nôtres. Je continuerai avec toujours la même exigence pour l'année à venir. Vous pouvez compter sur moi. ■

**131**  
amendements

**1**  
question au  
Gouvernement

**13**  
questions écrites

**3**  
questions orales  
sans débat

**1**  
rapport d'information sur  
les communes nouvelles

**2**  
rapports sur la  
thématique Immigration,  
Asile et Intégration

# Mes responsabilités

## De nouvelles responsabilités :

- Membre du Groupe d'études « fin de vie »
- Membre de la Mission d'information sur le suivi des finances locales et des compensations financières de l'Etat
- Membre de la Mission d'information sur les dysfonctionnements dans la gestion des impôts locaux et leurs conséquences
- Membre du Comité de réflexion sur les communes nouvelles de l'Association des Maires de France

## Mon équipe



Hélène Bieri  
helene.bieri@clb-an.fr  
06 83 00 48 30



Aline Taveau  
aline.taveau.sd@clb-an.fr  
06 80 56 08 75



Raphaël Menelon  
raphael.menelon@clb-an.fr  
06 47 84 74 91



Permanence : 02 41 17 26 02  
stella.dupont@assemblee-nationale.fr

## Et toujours...

- Membre du parti En Commun !
- Membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire
- Co-rapporteuse spéciale, de la mission « Immigration, Asile, Intégration »
- Vice-Présidente de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation (DCTD)
- Suppléante de la Commission régionale du fonds pour le développement de la vie associative 49 (FDVA)
- Membre de la Commission spéciale chargée de vérifier les comptes de l'Assemblée nationale
- Membre de la Commission de la Dotation d'équipement des territoires ruraux 49 (DETR)
- Vice-Présidente du Groupe d'études « Conditions d'accueil des migrants et Mineurs Non Accompagnés (MNA) »
- Secrétaire du Groupe d'études : « Villes et banlieues »
- Membre des Groupes d'études : « Vigne, vin et œnologie » et « Prison et conditions carcérales »
- Secrétaire des Groupes d'amitié : France - République Démocratique du Congo ; France-Turquie ; France-Sénégal
- Membre du Groupe d'amitié France-Burkina Faso et France-Québec



Avec mon suppléant Sébastien Boussion

## Cafés citoyens

Depuis ma réélection, j'ai pris l'engagement de réaliser des cafés citoyens, parfois des apéros aussi ! Ces temps de rencontres sont l'occasion d'échanger directement ensemble, sur des sujets d'actualité et sur mon travail parlementaire en lien avec les réalités locales. Des temps d'échanges réguliers, sur des thèmes différents, un peu partout dans la circonscription le samedi matin pour les cafés, jeudi ou vendredi soir pour les apéros. L'occasion aussi pour vous d'inviter amis, proches, voisins... à ces temps conviviaux que je partage avec mon suppléant Sébastien Boussion.

**Prochaine date à retenir :**  
→ Samedi 1<sup>er</sup> juin dès 9 h 45

Plus d'informations auprès de ma collaboratrice, Aline,  
au 0680560875



Café Citoyens au Fabrik  
Café le 23/03/24

## Des réponses aux agriculteurs qu'il faut confirmer

Les manifestations de ce début d'année 2024 ont attiré l'attention de tous. Issue du secteur, je connais la **multiplicité des problématiques** et la nécessité d'y répondre : simplifier, en particulier ! Je considère que **l'agriculture va devoir s'adapter au changement climatique** : on ne va pas pouvoir continuer à cultiver et produire de la même manière demain.

“ D'ici 2030,  
près d'un  
agriculteur  
sur deux devrait  
partir en retraite

Continuer à changer les pratiques culturales, cultiver des végétaux moins consommateurs d'eau, plus résistants, maintenir un élevage utile à la fumure de nos sols, sont autant d'enjeux pour **l'avenir de l'agriculture et de notre souveraineté alimentaire**.

Pour ce faire, il me semble qu'il y a deux grandes priorités : assurer un



Des échanges précieux et réguliers  
avec nos agriculteurs



**revenu digne** de ce nom aux agriculteurs et réussir à créer des **réserves d'eaux hivernales** pour sécuriser les cultures. Attention, il ne sera pas possible d'irriguer partout. Il s'agit de définir des zones et des cultures prioritaires, après avoir mené à bien l'étude qui est engagée sur le partage de l'eau entre les différents usages : domestique, agricole, industriel, sans oublier les besoins de la nature elle-même.

Deux lois visent à répondre aux problématiques agricoles : un renforcement des lois EGALIM pour garantir le revenu des agriculteurs et la Loi d'Orientation pour préparer l'agriculture de demain. Compte tenu de **son impact en Maine-et-Loire, je suis au travail en vue de l'examen de ces deux textes**.

# Un nouvel établissement pénitentiaire oui, mais pas n'importe comment !

De l'avis de tous, la maison d'arrêt actuelle est vétuste et ne permet pas aux personnels et aux détenus d'y travailler ou vivre correctement. Enfin, le projet d'un nouvel établissement se concrétise, après des années d'alertes !

C'est un très grand établissement qui devrait voir le jour à Loire-Authion d'ici fin 2027, permettant d'accueillir 850 détenus.

Une telle construction n'est pas neutre, ni pour la commune et les riverains, ni pour les communes alentours, l'agglomération ou même le département ou la région.

C'est pourquoi tous les élus, tous bords confondus, travaillent en lien avec l'administration en charge du projet pour adapter les contraintes pénitentiaires aux besoins sur le terrain : voies d'accès, compensations écologiques et agricoles, protection des riverains, développement des réseaux de transports en commun, renforcement de la sécurité... Il est aussi nécessaire d'anticiper d'ores et déjà les besoins en termes de services publics : moyens pour la gendarmerie, la justice, la santé... Rien ne doit être laissé au hasard !

850

c'est le nombre de détenus que le nouvel établissement accueillera

60 femmes et 790 hommes



La prise en compte des demandes et propositions des riverains est également essentielle, pour permettre une cohabitation paisible et adaptée pour chacun.



*Des comités de pilotage réguliers se tiennent en Préfecture pour travailler avec les principaux acteurs du projet et les élus*

# Maîtriser la dépense pour investir dans l'avenir



et de loi

## 85 milliards d'euros

C'est le montant dépensé  
par l'Etat pour protéger  
les Français de la hausse  
des prix de l'énergie  
entre 2021 et 2023

ASSEMBLÉE NATIONALE  
XVI<sup>e</sup> LÉGISLATURE  
COMMISSION  
DES FINANCES  
NOVEMBRE 2023

## Adapter notre budget à la baisse de la croissance sans négliger le levier fiscal

“

Une hausse  
de la fiscalité  
pour les  
plus riches  
ne doit être  
ni un totem,  
ni un tabou

Entant que membre de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, je suis attentivement l'évolution des finances publiques. Depuis l'année 2022 et l'invasion russe en Ukraine, l'environnement économique international est dégradé. Toute l'Europe est touchée par le ralentissement de la croissance mondiale.

Avec de moindres recettes fiscales et un niveau d'endettement élevé, la France doit adapter son budget pour conserver des marges de manœuvre pour ses priorités. Il faut donc faire des économies budgétaires et, de mon point de vue, utiliser le levier

fiscal. En effet, dans le contexte actuel, **les citoyens demandent plus de justice fiscale**, à juste titre. Je soutiens la proposition du Président de la République de baisser les impôts pour les classes moyennes.

Mais j'ai aussi proposé à plusieurs reprises au Gouvernement et au Premier Ministre une réforme de la fiscalité des milliardaires, la révision de la fiscalité sur les grosses successions et l'instauration d'une taxe sur les transactions financières à l'échelle européenne. **Il nous faut maîtriser les dépenses publiques et optimiser les recettes!**

## IVG et fin de vie : des projets sociétaux ambitieux en faveur de la liberté de choix

Depuis le 8 mars 2024, la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une **interruption volontaire de grossesse** est inscrite dans notre **Constitution**. Je suis fière d'avoir voté pour réaffirmer le caractère fondamental de cette liberté en France, mise à mal dans de nombreux pays du monde.

Autre débat de société attendu dans les semaines à venir au Parlement : celui sur la **fin de vie**. Je suis **favorable à une évolution de la loi** pour permettre l'accès à une aide active à mourir pour celles et ceux qui le souhaitent. Des **critères stricts** sont nécessaires pour éviter d'éventuelles dérives en la matière.

En parallèle, le **déploiement et l'accès effectif sur tout le territoire aux services de soins palliatifs** est indispensable, accompagné de **moyens financiers ambitieux**.

C'est le sens du Projet de loi récemment présenté par le Gouvernement.



En tant que  
Députée,  
femme, mère,  
je suis fière  
d'avoir pu voter  
en faveur du  
droit à l'IVG.



*Un vote historique pour l'IVG  
dans la Constitution*

## Viellissement de la population : un défi immense devant nous

Le constat est implacable. On dénombre aujourd'hui 15 millions de personnes de 60 ans et plus. Elles seront 20 millions en 2030 et près de 24 millions en 2060. Accompagner le vieillissement de la population est un devoir que nous devons porter collectivement.

**1 million**  
de personnes  
supplémentaires en  
perte d'autonomie  
en 2050



Au fil de mes rencontres de terrain, avec les différents acteurs, je constate la **dégradation des conditions de travail des professionnels, les difficultés financières liées au coût de l'EHPAD pour les familles et le manque de reconnaissance des aidants**.

Je milite depuis 2017 pour **une loi de financement du « grand âge »**. Cette loi déterminerait la trajectoire des finances publiques sur plusieurs années pour préparer la société au vieillissement de la population. Un bout du chemin a déjà été fait avec **la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale dédiée à l'autonomie et les revalorisations salariales du Ségur de la santé**. Mais il y a encore beaucoup à faire, poursuivons l'action avec ténacité!

## Vigilance sur un secteur en crise, le logement

Le secteur du logement connaît une crise profonde. Plusieurs pistes contribuent à la sortie de la crise : déverrouiller l'accès au crédit immobilier et favoriser le pouvoir d'achat pour permettre aux Français de devenir propriétaires, simplifier les procédures pour relancer la construction de logements et abaisser les prix. Enfin, il faut poursuivre nos efforts pour construire des logements à loyer plafonné : logements sociaux, logements intermédiaires.



À l'Assemblée nationale, je soutiens des mesures très concrètes : rééquilibrer le marché locatif en réduisant les avantages fiscaux « AirBnB » ; favoriser l'accession sociale à la propriété (en possédant un bien sans être propriétaire du terrain, par exemple) ; élargir les territoires éligibles au prêt à taux zéro (PTZ)... Il y a urgence à agir, dans l'intérêt des Français qui aspirent à être bien logés et dans l'intérêt de l'ensemble du secteur du bâtiment qui pâtit de cette crise.

Dans les semaines à venir, l'Assemblée nationale examinera un projet

de loi du Gouvernement. Il aura pour ambition de relancer la production de logements, en associant les élus locaux. Je suis très réservée à l'idée de modifier les obligations des grandes communes à construire des logements sociaux (**loi SRU**), je serais donc attentive à ce sujet d'importance qui vise à faciliter l'accès au logement pour tous.

Enfin, un trop grand nombre de nos citoyens dorment dans la rue. C'est l'un de mes chevaux de bataille et j'essaie de faire en sorte que les moyens consacrés à l'hébergement

d'urgence pour **les personnes sans-abri**, et ainsi le nombre de places d'accueil, soient préservés. C'est une question de dignité humaine.

### Habitat partagé

Bravo à l'association AAHMA-Colibris des Mauges qui développe un projet d'habitat partagé et inclusif, pour personnes en situation de handicap et personnes âgées, d'une trentaine de logements à Chemillé-en-Anjou.



**+ 7 milliards**  
de dépenses  
en faveur de  
la planification  
écologique

## Plan d'action pour accélérer la transition écologique

Les économistes, Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz, chiffrent à 66 milliards d'euros par an d'ici 2030, les investissements nécessaires pour assurer la transition environnementale. Cette trajectoire a été respectée dans le budget 2024, grâce à une **hausse significative des dépenses en faveur de la planification écologique qui atteint 40 milliards d'euros, soit 7 milliards supplémentaires**. Tous les secteurs sont concernés : rénovation des bâtiments et logements, décarbonation des transports, préservation des ressources naturelles, transition énergétique...



La France porte depuis plusieurs années déjà une politique volontariste en la matière. Nous avons construit un plan concret et crédible pour réussir la transition écologique. Plusieurs lois ont d'ailleurs été votées en 2023 : loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables et du nucléaire, loi sur l'industrie verte et loi pour accompagner les élus dans la lutte contre l'artificialisation des sols.

Il nous faut persévérer !

Le résultat de ces politiques est perceptible : **la France a réduit durant les cinq dernières années ses émissions de CO<sub>2</sub> deux fois plus vite qu'auparavant**. L'objectif reste le même, il est partagé au niveau européen : une baisse d'au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et la neutralité carbone de l'économie en 2050.

## Des investissements massifs dans la mobilité et les transports locaux !

Pour poursuivre la croissance et renforcer l'attractivité du Maine-et-Loire, l'investissement doit se porter dans des **moyens de transports toujours plus robustes et durables**. À travers différents fonds, l'État accompagne les collectivités locales dans cet objectif. **Le contrat de plan État-Région prévoit l'investissement**

**de 725 millions d'euros jusqu'en 2027 en faveur des mobilités** en Pays de la Loire. Plus de 300 millions d'euros proviennent de l'État.

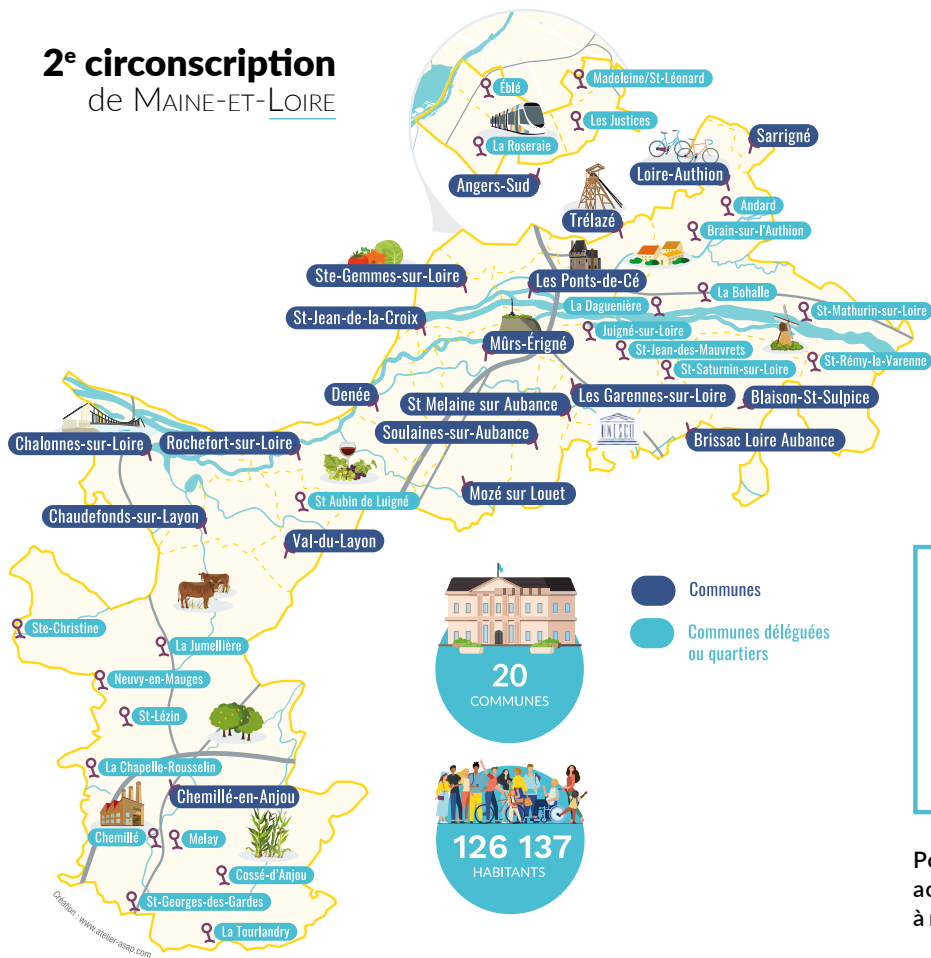
Ce plan permet par exemple de financer l'embranchement d'une zone logistique à Trélazé et l'étude de réaménagement des faisceaux ferroviaires de la gare d'Angers. En complément, l'État soutient à hauteur de 20 millions d'euros la réouverture de la ligne **TER Cholet-Les Herbiers**.

Les objectifs environnementaux de la France nécessitent de réussir la décarbonation du secteur, avec une **offre de transports verts et accessibles**. C'est pourquoi, **le transport ferroviaire atteint le niveau d'investissement le plus élevé depuis plusieurs décennies**, avec plus de 3 milliards d'euros par an. Une offre de location de voitures électriques à 100 euros par mois a été mise en place par le Gouvernement, elle a rencontré un très vif succès. Localement, la Communauté de communes Loire Layon Aubance bénéficie d'un financement de l'État dans le cadre d'un projet de **11 liaisons cyclables** intercommunales. Et les deux nouvelles lignes B et C du tramway d'Angers ont bénéficié d'un financement des collectivités locales, de l'État et de l'Europe.

“ Les transports sont la première source d'émission de gaz à effet de serre, agir est donc une nécessité absolue. ”



# 2<sup>e</sup> circonscription de MAINE-ET-LOIRE



**Stella  
Dupont**

Lettre mensuelle

Pour ne rien rater de mes actualités, inscrivez-vous à ma lettre mensuelle.



Cette brochure est disponible dans les mairies de la circonscription qui le souhaitent, ainsi qu'à la permanence de Stella Dupont à Chalonnes-sur-Loire, par envoi postal sur demande, et sur son site Internet. Une diffusion numérique a été effectuée en avril et mai 2024.

Crédits photos : p6 ©Assemblée nationale  
Impression Setig papier cert. PEFC - 16 000 exemplaires

# “ Zooms locaux à venir\* ”

Comme chaque année, j'organise des « zooms locaux » afin d'aller à la rencontre des acteurs économiques et associatifs mais aussi des citoyens et des élus de la circonscription. Ces journées nourrissent mon travail législatif, me permettent de répondre aux demandes locales ou individuelles, de connaître les initiatives, projets ou innovations du territoire.

En 2023, j'ai pu organiser, hors période du projet de loi de finances, 5 zooms locaux : à Angers - quartier Lafayette, Mûrs-Erigné, Saint-Rémy-la-Varenne à Brissac Loire Aubance, Saint-Jean-des-Mauvrets aux Garennes-sur-Loire et Mozé-sur-Louet. ■

24 mai 2024 à Trélazé

2024

31 mai 2024 à Loire Authion

14 juin 2024 à Denée

28 juin 2024 à Blaison-Saint-Sulpice

24 janvier 2025 à Sarrigné

2025

7 mars 2025 à Saint-Melaine-sur-Aubance

21 mars 2025 à Sainte-Gemmes-sur-Loire

25 avril 2025 à Rochefort-sur-Loire

16 mai 2025 aux Ponts-de-Cé

13 juin 2025 à Val-du-Layon

(St-Aubin-de-Luigné)

D'autres dates sont prévues en 2025

Plus d'informations au 06 80 56 08 75

\* Ces dates sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'agenda parlementaire.

# “ Zooms locaux en photos ”



Electrocyclette

Angers - quartier Lafayette le 03/03/23



Maison de quartier



Germoir

Mûrs-Erigné le 24/03/23



St-Rémy-la-Varenne, commune de Brissac-Loire-Aubance le 31/03/23



Centre de secours

St-Jean-des-Mauvrets commune des Garennes-sur-Loire le 23/06/23



Golf d'Angers



Visite du site Premier Tech à

Chalonnnes-sur-Loire le 29/09/23



Adecco et Idées Intérim

Angers quartiers Madeleine-St Léonard le 19/01/24



Résidence autonomie les

Jonchères - Mozé-sur-Louet le 07/07/23



Échanges avec les élus lors du zoom local de Chemillé-en-Anjou le 8/03/24

# Stella Dupont

*Vous invite  
à sa soirée  
« BILAN ANNUEL »*

**Jeudi 23 mai**  
à 18 h 30  
salle  
Nelson Mandela  
aux  
**Ponts-de-Cé**

**INSCRIPTION NÉCESSAIRE**  
au 06 80 56 08 75

[stella.dupont@assemblee-nationale.fr](mailto:stella.dupont@assemblee-nationale.fr)

**PERMANENCE :**  
10 rue Félix Faure  
49290 Chalonnes-sur-Loire

[www.stelladupont.fr](http://www.stelladupont.fr)

Ne pas jeter sur la voie publique

